

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 8 février 2018
(Convocation du 2 février 2018)

Aujourd'hui, le huit février deux mille dix-huit à 15 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Commission 1 à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE
Messieurs Gérard CASTET et Bernard POUBLAN

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la restauration de la continuité écologique sur des seuils sous la responsabilité de l'Institution Adour sur le gave de Pau dans les Pyrénées-Atlantiques

Exposé des motifs :

L'Institution Adour a décidé de faire réaliser, entre 2018 et 2021, les travaux d'aménagement de ce 7 seuils sur le gave de Pau relevant de sa responsabilité et présentant aujourd'hui des difficultés de franchissement, notamment au regard des obligations réglementaires découlant du classement des cours d'eau en application de l'article L214-17 du code de l'environnement. Les seuils concernés sont (de l'aval vers l'amont) : seuil de Denguin (ROE31944)□; radier du pont de Lescar (ROE31986)□; seuil de Meillon (ROE28845)□; seuil de Narcastet (ROE32769)□; seuil de Baudreix (ROE32784)□; seuil de Mirepeix (ROE32769)□; seuil de la poste de Nay (ROE29030). Les travaux seront réalisés de façon à répondre aux divers enjeux : continuité écologique, et contrôle des migrations piscicoles, et pratique sécurisée du canoë-kayak.

A cette fin, l'Institution Adour a choisi de se faire accompagner par un maître d'œuvre, à qui il sera demandé de : (1) capitaliser les études déjà menées et réaliser les études de dimensionnement des futurs aménagements (étude préliminaire, avant-projet et projet), ainsi que les études annexes qui se révéleraient nécessaires, comme de la géotechnique□; (2) réaliser les dossiers réglementaires ; (3) accompagner le maître d'ouvrage dans la réalisation des travaux.

L'Institution Adour a lancé un marché public de prestations intellectuelles, passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 25, 66 et 90 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le marché, sans allotissement, comprend :

- une tranche ferme, avec des éléments de missions de base (étude préliminaire (EP)□; avant-projet (AVP) ; projet (PRO)□; assistance pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT)□; visa□; direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET)□; assistance lors des opérations de réception (AOR)) et des éléments de missions complémentaires (suivi et la gestion des études géotechniques) ;



- deux tranches optionnelles, pour le dossier réglementaire « loi sur l'eau » pour la réalisation des travaux, soit de type « déclaration » (option 1), soit de type « autorisation » (option 2). Le dossier de consultation des entreprises a été mis en ligne le 21 décembre 2017, avec une publicité sur le site internet de l'Institution Adour, le BOAMP, et le JOUE. La remise des offres avait été fixée au 25 janvier 2018 à 16 heures ; l'ouverture des plis a été réalisée le jeudi 25 janvier 2018 à 16h30. Au total, dix offres valables ont été reçues et analysées par les services de l'Institution Adour.

La commission d'appel d'offres, convoquée par courrier du 29 janvier 2018, s'est réunie le jeudi 8 février 2018 pour d'analyser les différentes offres reçues. Sur la base des éléments exposés par les services de l'Institution Adour (rappel du contexte de l'étude ; point sur la consultation lancée, publicité et conditions de remise des offres ; point sur les offres reçues ; présentation des différentes offres ; présentation de l'analyse des offres) et des options, la commission a décidé à l'unanimité de retenir comme mieux-disant l'entreprise HydroM pour un montant total de 131 150,00 € HT (soit 157 380,00 € TTC) pour la tranche ferme, et 14 000,00 € HT pour la tranche optionnelle 1 et 21 000,00 € HT pour la tranche optionnelle 2.

La CAO propose donc au bureau d'attribuer ce marché de maîtrise d'œuvre pour le rétablissement de la continuité écologique sur des ouvrages sous la responsabilité de l'Institution Adour sur le gave de Pau (64) à l'entreprise HydroM, pour les montants indiqués ci-dessus.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,
Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

D'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour le rétablissement de la continuité écologique sur des ouvrages sous la responsabilité de l'Institution Adour sur le gave de Pau (64) à l'entreprise HydroM, pour un montant total de 131 150,00 € HT (soit 157 380,00 € TTC) pour la tranche ferme, et 14 000,00 € HT pour la tranche optionnelle 1 et 21 000,00 € HT pour la tranche optionnelle 2.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 février 2018 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX


Paul CARRERE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.